

L'ENRACINEMENT DE LA CRISE SOMALIENNE, ENTRE CONTAGION ET INSTRUMENTALISATION REGIONALE

Plusieurs évènements sont dernièrement venus rappeler la dimension régionale du conflit somalien et nous invitent à en envisager le débordement sur les pays voisins :

- D'une part, l'allégeance prêtée par le mouvement des Shabaab¹¹¹ à al-Qā'ida en septembre 2009¹¹². En effet, même si leurs liens semblent plus symboliques qu'effectifs, cette déclaration s'inscrit dans une volonté des fondamentalistes somaliens de s'aligner sur l'agenda global de la nébuleuse terroriste et d'être reconnus comme l'une de ses « filiales », tout en restant indépendants. Elle implique l'arrivée de combattants extérieurs et l'apparition d'un discours jihadiste menaçant les pays voisins. L'État islamique voulu en Somalie par certains groupes militants dépasse les frontières actuelles de l'État et englobe des régions peuplées de Somalis, en Éthiopie et au Kenya notamment.

- D'autre part, les fondamentalistes ont élargi leur champ d'action en revendiquant les attaques de Kampala en juillet 2010, ce qui constitue les premières actions significatives du groupe hors des frontières somaliennes.

Ces évènements permettent d'analyser l'évolution des conflits dans la région au regard de l'évolution du système international post-bipolaire, à une échelle intermédiaire entre l'unité étatique et le système global –

¹¹¹ Xarakat al-Shabaab al-Mujahideen

¹¹² La vidéo a pour titre "At your service, Osama" (20 septembre 2009), l'allégeance fut confirmée en 2011, après la mort de Ben Laden, à Al-Zawahiri

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

c'est-à-dire au niveau de la sous-région¹¹³. Cette analyse régionale des conflits a émergé dans les études de sécurité menées aux lendemains de la Guerre froide, et doit être reliée aux travaux effectués sur les « nouvelles guerres ».

Ainsi, Barry Buzan montrait l'existence de « complexes régionaux de sécurité », définis comme « un ensemble d'unités dont les processus majeurs de sécurisation, désécurisation¹¹⁴, ou les deux, sont si inter-reliés que leurs problématiques de sécurité— ne peuvent raisonnablement pas être analysés indépendamment les uns des autres ». Certains auteurs sont allés plus loin en utilisant ce concept afin d'expliquer la vitesse avec laquelle les menaces sécuritaires pouvaient se diffuser d'un pays à l'autre dans des régions en conflits. Ces dynamiques ont ainsi été décrites comme des « formations conflictuelles régionales » : les conflits devenus interdépendants sont rendus plus complexes par leur proximité géographique. Wallensteen et Sollenberg les définissent comme des « complexes conflictuels régionaux », qui impliquent « des situations où les pays voisins connaissent des conflits internes ou interétatiques, et avec des liens significatifs entre les conflits ». Les deux auteurs ont, à ce titre, montré qu'il existait quinze régions de ce type dans les années 1990, et que la majorité des crises armées dans le monde étaient liés à un complexe conflictuel régional (neuf conflits sur dix en Afrique), l'existence de ce type d'affrontements s'expliquant par la faiblesse des États qui en composent la trame¹¹⁵.

¹¹³ Position médiane entre le niveau de l'État et le niveau régional continental. Ainsi, l'Afrique est une région et la Corne de l'Afrique une sous-région.

¹¹⁴ Concepts développés par l'approche constructiviste des relations internationales, désignant ce qui a besoin d'être sécurisé (ou le contraire). Cette école de pensée souhaite montrer la dimension instrumentale de la sécurité comme acte de langage ainsi le fait de nommer un objet comme enjeu de sécurité a des conséquences sur la réalité. Se référer à : Ole Waever, « *Securitization and Desecuritization* » in Ronnie Lipschutz (ed.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, p.46-86

¹¹⁵ Roland Marchal et Christine Messiant vont plus loin et propose le concept de système de conflit. Selon eux, il est possible de parler de système de conflit « lorsque des conflits

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

Ainsi, cette communication vise à isoler les raisons de l'enlisement des conflits dans la Corne de l'Afrique. Il s'agira plus précisément de s'interroger sur les raisons explicatives de la persistance de la conflictualité dans certaines sous-régions et du débordement des conflits internes hors des frontières des États concernés. C'est au moyen des outils conceptuels que sont les « nouvelles guerres » et le « complexe conflictuel régional¹¹⁶ » qu'il sera tenté de décrypter une réalité régionale difficile – bien qu'ils y trouvent aussi leurs limites.

L'hypothèse est la suivante : les entités constitutives de la Corne de l'Afrique forment un système d'alliances et d'oppositions qui est à l'origine de l'émergence d'un complexe de sécurité régionale. Jusqu'à récemment, la Corne de l'Afrique ne formait qu'un « proto-complexe », car elle ne présentait pas suffisamment d'interconnexions entre ces unités. C'est l'importation de la lutte contre le terrorisme dans la région et la radicalisation de certains mouvements islamistes en Somalie qui ont permis l'émergence d'un complexe de sécurité régional, autour d'un objectif commun. En revanche, la Corne de l'Afrique ne constitue pas encore un complexe conflictuel régional, car les interconnexions conflictuelles restent encore trop faibles. Certes déstabilisatrices, elles demeurent néanmoins encore contenues par les États et ne remettent pas en cause leur existence.

Deux corollaires apparaissent qui méritent d'être développés : d'une part la Corne de l'Afrique est un « pré »-complexe conflictuel régional et, d'autre part, les États de la région, à l'exception notable de la Somalie, sont capables de contenir l'émergence d'interconnexions régionales entre les

violents, résultats de dynamiques nationales distinctes, liées à différents acteurs, modalités et problématiques s'influencent mutuellement, brouillant les frontières spatiales, politiques et sociales qui les distinguaient initialement ». Roland Marchal et Christine Messiant, « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles », in *Lusotopie*, Vol.13 n°2, 2006, pp.1-48.

¹¹⁶ Sihem Djebbi, « Les complexes régionaux de sécurité », Fiche de l'Irsem n° 5, mai 2010, 9 p.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

mouvements armés, ce qui vient contredire les analyses les qualifiant d'États « faibles ».

La Corne de l'Afrique, un complexe conflictuel en devenir ?

Les chercheurs ont mis en évidence l'existence de conflits « contemporains », qui diffèrent des conflits dits « classiques » par les stratégies et les acteurs impliqués, ainsi que leurs liens transfrontaliers. Depuis la fin de la Guerre froide, la guerre interétatique serait révolue et l'anomie du système international favoriserait la résurgence de phénomènes identitaires. C'est le concept de « nouvelles guerres », développé par Mary Kaldor : un nouveau type de violence se serait développé dans les années 1980 et 1990, notamment en Afrique et en Europe de l'Est, du fait de la globalisation. Aussi les nouvelles guerres ne constituent-elles pas seulement la résurgence de phénomènes identitaires, elles impliquent également des connexions transnationales nouvelles. On ne peut alors plus distinguer ce qui relève de l'interne ou de l'externe, de l'agression ou de la répression.

Cependant, dans le cas de la Corne de l'Afrique, la guerre interétatique peut difficilement être considérée comme révolue, et l'on peut s'interroger sur la réalité de cette prétendue rupture entre les guerres dites « anciennes » et celles qui sont nées après la fin de la Guerre froide. Des conflits interétatiques (Éthiopie/Somalie en 1978, Éthiopie/Érythrée en 1998, Érythrée/Djibouti en 2008) et des conflits sécessionnistes identitaires tels que ceux portés par les Tigréens, les Afars ou les Oromos ont en effet existé sur les deux périodes. La stabilité régionale est donc bien menacée par des guerres classiques dont l'enjeu est le contrôle ou la protection du territoire. Mais à ces facteurs « classiques » s'ajoutent des facteurs « globaux », liés aux difficultés économiques et environnementales comme l'aridité par exemple. Ces dernières font le

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

terreau des activités belligérantes de factions civiles opposées au pouvoir central, cherchant à fragiliser l'ordre interne au nom d'objectifs qui vont du désir d'auto-détermination à des demandes d'autonomisation plus fortes...

L'internationalisation de conflits intra-étatiques n'est pas non plus chose nouvelle dans cette région. En effet, les conflits par procuration¹¹⁷ ont existé avant et après la période de la Guerre froide. Ainsi, pendant celle-ci, l'opposition entre l'Éthiopie et la Somalie est passée par le soutien éthiopien au SSDF (Somali Salvation Democratic Front) et au SNM (Somali National Movement), tout comme par le soutien de la Somalie au WSLF (Western Somali Liberation Front) et à ses successeurs dans la région Ogadén, en Éthiopie.

De même, après la Guerre froide, l'opposition entre l'Érythrée et l'Éthiopie a également réactivé les guerres par procuration. Jon Abbink a ainsi listé, pendant la guerre érythréo-éthiopienne, entre 1998 et 2000, près de 25 groupes armés locaux ou mouvements insurrectionnels ayant à un moment ou un autre reçu le soutien de l'un des deux pays. L'Érythrée soutenait des mouvements d'opposition armée éthiopiens, mais les succès étant faibles, Asmara délocalisait l'affrontement en Somalie. On peut analyser l'objectif d'Asmara comme une volonté de déstabiliser un ordre régional dont le pays s'estime exclu, puisque son droit n'a pas été respecté dans la résolution du conflit frontalier qui l'a opposé à l'Éthiopie. Il n'hésite donc pas à héberger les islamistes somaliens et à leur procurer des armes, alors même qu'il est en guerre contre un mouvement jihadiste affilié à al-Qā'ida – *Eritrean Islamic Jihad (EIJ)* - sur son propre territoire. L'Érythrée a été accusé d'aider les islamistes radicaux opposés au Transitional Federal Government (GFT) somalien, et la résolution 1907 du Conseil de sécurité

¹¹⁷ Définit par Jon Abbink comme des conflits armés secondaires, souvent «de basse intensité», menés dans le cadre d'une lutte de pouvoir ou d'une guerre ouverte entre des États, en soutenant des mouvements insurrectionnels.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

de décembre 2009¹¹⁸ n'a fait qu'isoler un peu plus le régime. En 2008, son Président, Issayas Afworki, a porté le combat sur un autre front, en tentant de déstabiliser Djibouti lors d'un conflit frontalier. L'Érythrée n'a donc pas d'intérêt direct en matière de sécurité en Somalie mais soutient toute organisation somalienne qui s'opposerait à l'Éthiopie : l'Islamic Courts Union (ICU) en 2006, l'*Alliance for the Re-liberation of Somalia (ARS)* en septembre 2007, et aujourd'hui *Hizbul Islaami*, adversaire du TFG aux côtés des Shabaab.

Si on ne différencie donc pas ici « anciennes » et « nouvelles » guerres, on observe tout de même une tendance à la régionalisation conflictuelle transnationale, telle que définie plus haut. En effet, lorsque plusieurs conflits coexistent dans un espace proche, ils ont naturellement tendance à se relier et à interagir entre eux, voire à se renforcer mutuellement. Dans un État effondré comme la Somalie, les frontières nationales ne représentent plus une limite à la propagation de la guerre et le conflit tend à déborder sur les pays voisins. Or depuis 1991, la Somalie est considérée, concept discutable, comme un État « failli », et le conflit semble déborder sur les États voisins, ne serait-ce qu'en termes d'accueil des réfugiés et d'objectifs affichés par les acteurs du conflit somalien. Comment analyser ce débordement ?

Des chercheurs comme Andrea Armstrong et Barnett Rubin ont montré que les conflits du type « complexe conflictuel régional » perduraient parce qu'ils étaient alimentés par des réseaux régionaux. La Corne de l'Afrique n'est pas aujourd'hui un complexe conflictuel régional, mais l'existence de ces réseaux est avérée. Ils sont définis au nombre de quatre :

- Des réseaux militaires par des mouvements transfrontaliers d'armes et de combattants : la Corne de l'Afrique est le siège d'un vaste réseau

¹¹⁸ « Le conseil de sécurité impose une série de sanctions à l'égard de l'Érythrée, accusée de soutenir des groupes armés menant des activités de déstabilisation en somalie », Conseil de Sécurité, CS/9833, 23 décembre 2009, [en ligne] consulté le 11 juillet 2011 <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2009/CS9833.doc.htm>

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

transfrontalier de trafic d'armes¹¹⁹ qui inclut aussi le Golfe Persique et le Yémen. L'interconnexion des mouvements armés, décrite comme intense par les discours des leaders politiques régionaux, est difficile à mesurer. Depuis 1990, l'Ogaden National Liberation Front (ONLF) a régulièrement reçu de l'aide de la Somalie. Son soutien le plus important est ainsi venu des clans Ogaadeen installés dans le Sud de la Somalie et l'Est du Kenya voire de factions opposées à l'Éthiopie comme les Hawiye Habar Gidir de Hussein Aydiid à la fin des années 1990. En 2006, les accusations du gouvernement éthiopien contre le mouvement supposé trop proche de l'ICU (Islamic Courts Union) ont probablement été exagérées. Ils n'en ont pas moins permis au gouvernement de Mälläs Zénawi de se lancer dans une campagne militaire contre l'ONLF, arguant de la guerre globale contre le terrorisme. De même, en mars 2011, Sheekh Mahad Umar Abdiqarim, membre d'Al-Shabaab, appelle les musulmans d'Éthiopie et du Kenya à se libérer de la « domination chrétienne » : « Vous pouvez obtenir toute l'aide dont vous avez besoin » a-t-il précisé, tout en appelant les musulmans de ces pays à envoyer des combattants en Somalie.

- des réseaux politiques par des liens transfrontaliers entre les élites politiques. On pense, par exemple, aux liens qui unissent le chef de l'ONLF à la Somalie : Muhammad Umar Uthman – alias Mohammed Omar Osman – est en effet un ancien amiral de la marine somalienne, ou encore à ceux qui unissaient Issayas Afworki et Mälläs Zénawi qui ont combattu côte à côte contre le régime de Mängestu. Les rivalités entre les factions au pouvoir dans les deux pays ont exacerbé les facteurs économiques et territoriaux à l'origine de la guerre érythréo-éthiopienne de 1998. Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'importance de ces liens dans les choix politiques, on ne peut en éluder une possible influence.

¹¹⁹ Gebre-Wold, Kifleariam, Isabelle Masson (eds.): "Small Arms in the Horn of Africa: Challenges, Issues and Perspectives", *Brief*, no. 23, BICC, mars 2002.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

- des réseaux économiques par le commerce transfrontalier de marchandises, au premier rang desquels le khat¹²⁰.
- des réseaux sociaux. Il est d'usage de décrire les frontières africaines issues de la colonisation comme arbitraires, divisant des groupes ethniques supposés homogènes et des zones aux liens historiques forts. Si une partie de ces allégations sont réductrices et ne tiennent pas compte des dynamiques évolutives, force est de constater que ces espaces sont effectivement souvent marginalisés par la politique de capitales lointaines, et naturellement orientés vers les espaces voisins. De fait, dans la Corne de l'Afrique, la plupart des conflits sont portés par des groupes ethniques transnationaux marginalisés par le pouvoir central. On retrouve notamment, selon les époques: les Tigréens en Éthiopie et en Érythrée, les Afars en Éthiopie, en Érythrée et à Djibouti, les Somalis à Djibouti, en Éthiopie et au Kenya. Les mouvements rebelles présents sur le territoire voisin bénéficient en outre du soutien des États. Pour éviter le développement de ce type de réseau qui renforcerait les mouvements contestataires, le gouvernement éthiopien a décidé en mai 2007 la mise en place d'un blocus commercial de l'Ogaden, après une brusque escalade des attaques de l'ONLF ; un blocus d'autant plus efficace que la chaîne de subsistance fonctionne grâce aux réseaux claniques et à des itinéraires établis depuis longtemps.

Par ailleurs, la crise somalienne pousse des centaines de milliers de Somaliens à trouver refuge dans les pays frontaliers de la Somalie voire au-delà. Ainsi, près de : 370 000 Somaliens sont réfugiés au Kenya, 90 000 en Éthiopie, 180 000 au Yémen, 15 000 à Djibouti, 4600 en Érythrée, et 18 000 en Ouganda¹²¹. La sous-région rassemble désormais l'une des plus grandes concentrations de réfugiés et de déplacés au monde, avec son cortège de conséquences pour les États d'accueil. Ainsi, le partage des ressources

¹²⁰ Plante stimulante et euphorisante dont les feuilles sont mastiquées par une partie des populations de la région.

¹²¹ Source UNHCR, mars 2011

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

locales a été la cause de conflits entre les Somalis kenyans ou éthiopiens et les Somaliens réfugiés. Si de nombreuses études portent sur l'aspect humanitaire de la présence de ces réfugiés, peu de travaux abordent son impact sur les communautés religieuses locales et sur le développement de mouvements islamistes. Les Shabaab et d'autres groupes islamistes somaliens recrutent ostensiblement parmi les réfugiés somalis au Kenya.

Pourtant il apparaît que le concept de complexe conflictuel régional constitue davantage un outil descriptif qu'un outil d'analyse. En effet, la faiblesse de ce concept est qu'il ne permet pas de dépasser « la recension de liens transfrontaliers somme toute assez statiques (...) qui n'explique pas (...) la manière dont ces liens causent, attisent ou prolongent des conflits¹²² ». Pour R. Leenders c'est la notion de « capital symbolique politique » c'est-à-dire la « capacité de chaque acteur politique à façonner un espace cognitif sociopolitique reconnu et respecté par un public suffisamment large [et à] imposer leurs conceptions et leur vision d'événements et de processus » qui doit émerger dans l'étude des complexes conflictuels régionaux. L'impact du discours, la circulation des rumeurs et des mythes dans la population et son utilisation par le politique sont donc primordiales. Le discours confirme le sentiment de paranoïa des élites qui se sentent entourés d'ennemis. De fait, le concept de complexe conflictuel régional, et notamment les dynamiques de « *spillover* », ne permettent pas d'interpréter le rôle et les choix des acteurs étatiques dans la formation du complexe. De même, il met en évidence des réseaux, mais pas les intérêts et le rôle des acteurs qui pourtant doivent être identifiés dans une politique de prévention.

La montée en puissance d'acteurs aux discours transnationaux menaçant les Etats voisins, comme les Shabaab, pourrait à terme transformer la région en complexe conflictuel régional. Mais à ce jour elle semble n'avoir

¹²² Reinoud Leenders, « Au-delà du « pays des deux fleuves » : une configuration conflictuelle régionale ? », in Critique Internationale, n° 34, janvier-mars 2007, pp. 61-78

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

transformé la région qu'en complexe de sécurité régional. La Corne de l'Afrique présente ainsi les symptômes du complexe conflictuel mais n'en a pas encore développé le syndrome. En effet, l'État ne répond pas à la définition classique de l'État faible qui compose les régions d'un complexe conflictuel : la menace transnationale est donc encore contenue.

Qualifier les Etats de la région

Ce processus de régionalisation des conflits armés est facilité par des facteurs structurels liés à l'État : ses déficiences, son incapacité à contrôler certaines zones de son territoire qui deviennent des zones grises, un terreau favorable au développement des trafics, des difficultés à intégrer des populations transfrontalières...

Kristian Gleditsch a mis en évidence une lacune du complexe conflictuel régional par une inversion du raisonnement logique. Partant du constat que seuls les États touchés par des crises économiques et/ou politiques internes étaient confrontés à des débordements transfrontaliers, il pose la question du partage de facteurs conflictuels communs (pauvreté, aridité...) par ces entités, en interrogeant la notion de *bad neighborhood*, de « mauvais voisinage ». Les possibilités d'interactions sont en effet plus aisées lorsqu'un Etat ne contrôle pas son territoire et ses frontières. Cette notion a aussi été abordée dans les travaux de Barry Buzan qui distingue les États selon leur régime et leurs pouvoirs (États forts / État faible). Elle illustre en effet l'imbrication des aspects extérieurs et intérieurs de la sécurité, car les problématiques des États faibles débordent souvent de leurs espaces d'origine pour prendre une dimension sécuritaire régionale.

La Somalie du Sud s'apparente à ce type d'Etat et les qualificatifs ne manquent pas pour la décrire : Etat failli, effondré, défaillant... Les analystes s'accordent sur le caractère déficient des institutions étatiques,

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

incapables d'assurer la sécurité de la population ou de contrôler le territoire politique.

L'idée d'Etat faible ou fragile renvoie, quant à elle, à une situation moins extrême, mais qui a longtemps servi à décrire les Etats d'Afrique subsaharienne, malgré les critiques d'occidentalo-centrisme¹²³ qu'a suscité cette analyse. Or, si l'Etat failli ou faible, qualifie - à différents degrés- un dysfonctionnement et une désorganisation étatique, ces qualificatifs ne conviennent pas aux voisins de la Somalie, en particulier l'Ethiopie. De fait le lien établi entre l'existence d'Etats forts ou faibles et la persistance des conflits n'est pas satisfaisant. D'autant que les analystes oublient souvent de différencier les Etats de leurs gouvernements. Pour Boas, le système étatique africain est composé d'Etats faibles mais de régimes forts, contrairement aux Etats européens de type westphaliens. Affirmer la faiblesse de l'Etat supposerait l'existence de difficultés administratives et militaires, et la régionalisation transnationale des conflits serait observée passivement par des États, qui n'auraient pas les moyens d'y répondre. Or l'Éthiopie, le plus grand voisin de la Somalie, a les capacités militaires – et il l'a prouvé –, de contenir tout débordement (effet *spill over*).

Deux points encore semblent essentiels, dans le cas de la Corne de l'Afrique. Selon Mary Kaldor, les nouvelles guerres seraient liées à l'érosion de la souveraineté étatique dans un contexte de globalisation, allant parfois jusqu'à la désintégration de l'État. Cette thèse va à l'encontre de celle de Charles Tilly, pour qui « l'État fait la guerre, et la guerre fait l'État ». Ces analyses méritent d'être nuancées. Il est vrai que dans la Corne, l'absence de l'État est un élément commun à de nombreuses crises, principalement dans les zones périphériques. Néanmoins l'État ne se désintègre pas, il est au contraire en construction. La capacité d'utiliser la force contre un autre État ne s'est pas amoindrie. Nous n'assistons donc

¹²³ Robert Jackson and Carl Rosberg, "Why Africa's weak states persist: the empirical and the juridical in statehood," in *World Politics*, 1982, volume 35, Issue 1, pp.1-24.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

pas à un phénomène de « balkanisation » régional, comme cela est souvent avancé.

Ainsi ni les Etats ni les régimes éthiopien, érythréen ou djiboutien, ne peuvent être qualifiés de faibles car ils ont les capacités de lutter pour leur existence, faces aux déstabilisations qu'ils s'infligent mutuellement. Cette instabilité n'affaiblit pas l'Etat, même si elle peut le transformer. Les caractéristiques des Etats composant la Corne de l'Afrique présentent un système d'Etats atypique. Ces derniers se basent sur un héritage historique colonial peu contesté (Djibouti et Kenya), parfois combattu (Somalie et Erythrée) et côtoient un ancien Etat impérial (Ethiopie). Leurs économies sont faibles, avec des dynamiques parfois opposées (Erythrée et Ethiopie), des institutions fortes (Djibouti, Kenya) ou se renforçant depuis le début des années 1990 (Ethiopie, Erythrée) et, à l'exclusion de la Somalie¹²⁴, ils sont multiethniques.

Enfin, la contestation du territoire est une caractéristique commune, surtout pour l'Ethiopie et l'Erythrée, dans une plus faible mesure pour Djibouti et le Kenya. Ainsi, Toni Weis définit les États de la Corne comme des « États précaires ». Selon lui, le problème fondamental auquel ils sont confrontés n'est pas tant leur faiblesse que le fait que leur souveraineté soit sans cesse remise en question et menacée par des acteurs nationaux ou voisins. On pense ainsi à la guerre de l'Ogaden entre l'Éthiopie et la Somalie (1977-78), durant laquelle chaque camp poursuivait des objectifs de sécurité antithétiques. Pour Terrence Lyons, les objectifs sécuritaires de l'Éthiopie consistaient à maintenir son intégrité territoriale et construire une cohésion nationale pour ses populations, ce qui impliquait le contrôle de l'Ogaden, tandis que la Somalie cherchait à créer un État-nation qui intégrerait les Somalis vivant en Ogaden. Ainsi, les mesures prises par

¹²⁴ La Somalie est peuplée majoritairement de Somali (plus de 85% de la population) et d'une minorité de non Somalis comme les Bantous, descendant d'esclaves, ou des agriculteurs de la période pré-somali. Pour une synthèse sur ce point : Martin Hill, « No redress: Somalia's forgotten minorities », Rapport, Minority Rights Group International, 2010, 40p.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

chacun dans la poursuite de ses objectifs de sécurité respectifs augmentaient le sentiment d'insécurité mutuel. On retrouve à l'origine de ce conflit l'irrédentisme somalien et la dispersion du peuple somali sur plusieurs pays. De même, la guerre frontalière entre l'Éthiopie et l'Érythrée (1998-2000), autour de la localité de Badme, ressemble à bien y regarder à la fin d'une guerre d'indépendance.

L'hypothèse de Toni Weis paraît donc pertinente pour expliquer cette déstabilisation régionale, mais ses conclusions n'en sont pas moins contestables. Il nous semble que le degré des interactions entre les conflits reste trop limité à l'échelle locale, ne permettant pas d'avancer l'hypothèse de l'existence d'un complexe conflictuel régional comme il en existe dans d'autres régions¹²⁵. Ainsi, la régionalisation des conflits dans la Corne de l'Afrique trouve bien ses racines dans un système d'oppositions anciennes, bien que la problématique actuelle ait été catalysée par l'escalade de violence observée en Somalie. Cependant, l'hypothèse de l'existence d'un complexe conflictuel régional reste limitée, d'une part du fait du contrôle qu'exercent des États majeurs, comme l'Éthiopie sur les activités transnationales des groupes armés, et d'autre part par l'alliance informelle entre les pays de la région qui, à l'exclusion de l'Érythrée, tend à stabiliser la région et forme un complexe de sécurité régional.

De fait, les approches centrées sur l'Etat utilisées dans le contexte nord-est africain doivent être replacées dans un environnement de crises régionales. Les organisations régionales sont ici les interlocuteurs les plus légitimes, à la condition qu'elles intègrent tous les acteurs et ne soient pas discréditées car perçues comme un outil de puissance dont profiterait

¹²⁵ Comme en Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest ou encore dans les Balkans. Roland Marchal, "Tchad/Darfour : vers un système de conflits", in **Politique africaine**, n° 102, juin 2006, pp. 135-154 ; Reinoud Leenders, « Au-delà du «pays des deux fleuves » : une configuration conflictuelle régionale ? », in *Critique Internationale*, n° 34, janvier-mars 2007, pp. 61-78 ; Barnett Rubin, Andrea Armstrong, et Gloria R. Ntegeye, (eds.), Regional Conflict Formation in the Great Lakes Region of Africa: Structure, Dynamics and Challenges for Policy, New York, Center on International Cooperation, 2001

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

l'Éthiopie. Les interventions de l'IGAD (Intergovernmental Authority for Development), de l'ONU, des États-Unis ou de l'Éthiopie en Somalie n'ont guère été des succès, et certains vont jusqu'à les qualifier de « diplomatie du pompier pyromane¹²⁶ ». Afin de construire une réponse adaptée, il est donc nécessaire de reconnaître l'importance de l'approche régionale mais aussi le rôle déstabilisateur qu'ont pu avoir les interventions des acteurs régionaux ou extrarégionaux dans la région.

Sonia Le Gouriellec
Doctorante en Science Politique à l'Université Paris Descartes

¹²⁶ Op.Cit., Roland Marchal et Christine Messiant, « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Jon Abbink, « Ethiopia-Eritrea : Proxy wars and Prospects of peace in the Horn of Africa », in Journal of Contemporary African Studies, Septembre 2003, Volume 21, pp.407-425
- M. Boas, "Weak states, strong regimes : towards a "real" political economy of African regionalization", in Grant & Soderbaum, The New Regionalism in Africa
- Barry Buzan, Ole Waever, "Regions and Powers. The Structure of International Security", Cambridge, Cambridge University Press, 2003
- Kristian Skrede Gleditsch, "The Origin of Conflict Clusters: Contagion or Bad Neighborhoods?", Paper prepared for the Third European Consortium for Political Research General Conference, Budapest 8-10 September 2005.
- Mary Kaldor, "New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era", 2nd edition, Cambridge, Polity Press, 2006
- David Lake and P. Morgan, "Regional Orders: Building Security in a New World", Pennsylvania State University, 1997, 424p.
- Lyons, Terrence B.: "The Horn of Africa Regional Politics: A Hobbesian World", in Howard Wriggins (ed.), "Dynamics of Regional Politics. Four Systems on the Indian Ocean Rim", New York, Columbia University Press, 1992
- Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Diaspora et terrorisme », Paris, Presses de Sciences Po, 2003. Sur la perception des réfugiés somaliens par les populations locales : Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Le poids de l'histoire et le choc des cultures : les réfugiés somaliens du Kenya confrontés à la raison d'État », in Autrepart, n°5, p.155-171

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

- Barnett Rubin, Andrea Armstong, Gloria Ntegeye, "Conceptual Overview of the Origin, Structure, and Dynamics of Regional Conflict Formations", paper presented at the conference on Regional Conflict Formations in the Great Lakes Region of Central Africa, Nairobi, Kenya, novembre 2001, 9p.
- Margareta Sollenberg and Peter Wallensteen, "Armed Conflict and Regional Conflict Complexes, 1989-97", in Journal of Peace Research, 35. 5, 1998
- Charles Tilly, "The Formation of National States in Western Europe", Princeton, Princeton University Press, 1975
- Human Rights Watch, "Harsh War, Harsh Peace Abuses by al-Shabaab, the Transitional Federal Government, and AMISOM in Somalia", Rapport, avril 2010, pp.54-56; Cable Wikileaks de l'ambassade américaine de Nairobi, "A portrait of Al-Shabaab recruitment in kenya", juin 2009, [en ligne] consulté le 10 juillet 2011, <http://wikileaks.org/cable/2009/06/09NAIROBI1171.html>